



Président : M. Jorge E. ILLUECA (Panama).

### POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est

1. M. HOANG PICH SON (Viet Nam) : L'Assemblée générale examine cette année la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est, à un moment où la lutte des peuples pour la consolidation de la paix et la tendance générale au dialogue se développent impétueusement à travers le monde et se voient largement reflétées dans cette enceinte même. Face aux visées et menées aventureuses des forces bellicistes à l'encontre de la paix et de la sécurité des peuples, l'impératif le plus urgent de l'heure est d'éliminer la guerre de la vie internationale et de régler par des moyens pacifiques tous les différends, tant à l'échelle globale qu'à l'échelon régional.

2. C'est heureusement cette tendance bénéfique qui marque à présent le déroulement de la situation en Asie du Sud-Est. Malgré tous les obstacles accumulés par les forces réactionnaires internationales, le vent réconfortant de la paix et du dialogue souffle chaque jour avec plus de vigueur dans cette région.

3. L'Asie du Sud-Est était depuis des temps anciens l'objet de convoitises et de conquêtes des puissances extérieures à la région. Ces quatre dernières décennies, elle a été constamment privée de paix et de stabilité, malgré l'absence de guerre mondiale. Sujette depuis des millénaires aux visées impériales des dynasties chinoises, elle est depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle victime du colonialisme occidental avec tous ses forfaits d'agression et de domination. Durant la période de la seconde guerre mondiale, elle est tombée sous l'occupation du militarisme nippon et immédiatement après la fin de cette guerre les puissances impérialistes y sont revenues en force déployer leurs activités de reconquête.

4. Avec l'échec des Etats-Unis dans leur guerre d'agression en Indochine, une occasion propice s'est offerte aux cercles réactionnaires, parmi les dirigeants de la Chine, de mettre en œuvre en Asie du Sud-Est leurs desseins expansionnistes fomentés de longue date. Les dirigeants chinois ont fait en diverses occasions des déclarations révélatrices de ces visées, corroborées d'ailleurs par la publication jusqu'à une date récente, par des services d'Etat de ce pays, de cartes de la Chine englobant une bonne partie des territoires de nombre de pays de l'Asie du Sud-Est.

5. Non seulement les autorités de Pékin travaillaient, par le truchement de la clique génocidaire de Pol Pot, à faire du Kampuchea un banc d'essai de leur théorie et un tremplin d'expansion contre les Etats voisins, mais ces mêmes autorités persistent également à soutenir des groupes pseudo-révolutionnaires et leurs bandes armées en de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est. En même

temps, elles mènent, en collusion avec les Etats-Unis, une guerre de sape multiforme contre les pays de l'Indochine. Pour faciliter leur entreprise de conquête et de domination, les forces impérialistes et réactionnaires en Asie du Sud-Est, comme partout ailleurs, ont recours à la méthode classique de tout oppresseur : diviser pour régner. L'histoire de plusieurs siècles de l'Asie du Sud-Est, et tout spécialement depuis ces quatre dernières décennies, témoigne abondamment de cet aspect de leur politique nocive.

6. Dans le passé, les trois pays de l'Indochine ont toujours été victimes d'agressions de la part des puissances extérieures à la région et ils le sont encore à présent. Ils n'ont agressé aucun autre pays et ne se sont jamais alliés non plus avec des forces agressives venues du dehors pour s'opposer à d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.

7. En opposition à la politique d'agression et de division des impérialistes et réactionnaires et aux comportements de circonstance de certains pays de la région, les pays de l'Indochine ont poursuivi avec détermination une politique inspirée par une bonne compréhension des intérêts à long terme de tous les peuples de l'Asie du Sud-Est. Ayant tous souffert de la domination colonialiste et ayant fait des efforts similaires pour conquérir leur indépendance respective, tous les pays de la région ont un intérêt primordial commun à la paix dans la liberté et au développement.

8. Déterminé à défendre son indépendance et sa souveraineté et à accomplir son devoir de solidarité vis-à-vis des autres peuples indochinois, le peuple du Viet Nam, quant à lui, est plus que quiconque attaché à la paix qui lui est nécessaire pour pouvoir consacrer toutes ses ressources, tant naturelles qu'humaines, à la réédification de son pays ravagé par presque 40 années de guerre. Ayant consenti des sacrifices sans nombre pour réaliser le vœu sacré de feu le président Ho Chi Minh « rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté », il respecte du plus profond de son cœur l'indépendance et la liberté des autres peuples.

9. Fermement acquis aux cinq principes de coexistence pacifique, les pays indochinois ont inlassablement œuvré pour une compréhension mutuelle entre tous les pays de l'Asie du Sud-Est, appelés, en dépit des différences de régimes politiques et sociaux, à vivre en bons voisins dans la même région, à régler leurs différends par des moyens pacifiques, à améliorer sans cesse leurs relations en vue de parvenir à une coopération amicale dans l'intérêt commun de la paix, de la stabilité et de la prospérité de toute la région.

10. Dès sa libération du joug néo-colonial, en 1975, le Viet Nam a, de concert avec les deux autres pays de l'Indochine, invariablement mis en œuvre une politique de paix et d'amitié avec les autres pays de l'Asie du Sud-Est. Il a très tôt avancé sa position bien connue en quatre points, en vue de nouer des relations amicales avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE], position de bonne volonté qui a eu un écho réconfortant et s'est trouvée consacrée dans les documents conjoints publiés à l'issue des visites d'amitié entreprises à l'époque par des délégations gouvernementales

vietnamiennes dans divers pays du Sud-Est. Après 1979, en dépit des manœuvres de division poussant les pays de l'ANASE à s'opposer de nouveau aux pays de l'Indochine, le Viet Nam a persévéré dans sa politique conséquente de paix et a inlassablement œuvré à une meilleure compréhension et au dialogue entre les deux groupes de pays sur la base de l'égalité et du respect mutuel.

11. Dans les nouvelles circonstances, les trois pays de l'Indochine ont présenté les sept principes régissant les relations entre les deux groupes de pays de l'Asie du Sud-Est et ils ont avancé, lors des réunions ordinaires de leurs ministres des affaires étrangères, de nombreuses initiatives visant à créer une atmosphère de compréhension et de confiance mutuelle et à promouvoir le dialogue, des consultations bilatérales et multilatérales et des rencontres régionales entre les deux groupes de pays, suivis de conférences internationales de garantie, avec des modalités, une composition et un ordre du jour des plus complets. Toutes ces initiatives et propositions restent toujours valables.

12. La Conférence au sommet des trois pays indochinois, tenue à Vientiane les 22 et 23 février de cette année, a solennellement réaffirmé leur volonté de développer de bonnes relations avec les pays voisins, comme avec d'autres pays, sur la base des principes de la coexistence pacifique. Il est dit en termes explicites, dans la déclaration publiée à cette occasion, que :

« [Les trois pays d'Indochine] ont systématiquement adopté une politique de paix, d'amitié et de bon voisinage vis-à-vis des pays de l'ANASE, ce en dépit des obstacles que les réactionnaires internationaux ont créés ces dernières années. Les faits ont montré que les relations d'amitié et de coopération entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE revêtent beaucoup d'importance pour le maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Ces pays devraient régler tous leurs différends par voie de négociation, dans un esprit de bon voisinage et coexister dans un climat de paix, de coopération et d'amitié. Ils ne devraient pas laisser des pays tiers s'interposer et les diviser ou utiliser le territoire de l'un d'entre eux contre un autre; il faudrait par contre qu'ils œuvrent ensemble à instaurer la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est. » [A/38/98, annexe I.]

13. Réaffirmant notre désir sincère de voir normaliser rapidement les relations du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam avec la Chine, la Conférence au sommet de Vientiane a indiqué clairement que :

« Les trois peuples d'Indochine sont unis par des liens d'amitié séculaires au peuple chinois et ont toujours chéri cette amitié traditionnelle... [Ils] ne sont pas responsables de l'état anormal des relations que la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam entretiennent actuellement avec la République populaire de Chine. Fidèles à leur politique, les trois pays ne ménageront aucun effort pour rétablir des relations normales avec la République populaire de Chine sur la base d'une coexistence dans la paix, dans leur propre intérêt et dans celui du peuple chinois. » [Ibid.]

14. Vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique, nous souhaitons ouvrir une nouvelle page dans nos relations avec ce pays. La Conférence au sommet de Vientiane a déclaré :

« Touchant leur amitié avec le peuple américain, les trois pays d'Indochine expriment le désir d'entretenir avec les Etats-Unis des relations normales fondées sur l'égalité, le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ainsi que la non-

ingérence dans les affaires intérieures de chacun des pays. » [Ibid.]

15. Cette politique conséquente et cette attitude de bonne volonté des trois pays d'Indochine sont suivies d'actions concordantes. La République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam se sont en effet mises d'accord, à l'occasion de cette conférence au sommet des pays indochinois, pour rendre publique leur décision de procéder au retrait annuel progressif des volontaires vietnamiens du Kampuchea. Sur la base de cette décision, le deuxième retrait partiel de volontaires vietnamiens a eu lieu en mai dernier.

16. C'est conformément à cette politique que le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, Nguyen Co Thach, a présenté récemment devant l'Assemblée générale la position en quatre points des pays indochinois [voir 24<sup>e</sup> séance]. Cette position réaliste et raisonnable, tenant compte des intérêts légitimes de toutes les parties et des points de vue de chaque côté, sera de nature à ouvrir la voie à une solution globale susceptible de garantir la paix dans la région ainsi que l'indépendance et la souveraineté de tous les pays.

17. Les propositions successives des pays indochinois, empreintes de sérieux et de bonne volonté, ont été dans une large mesure bien accueillies.

18. Il n'est pas étonnant que les seuls pays à s'opposer à la tendance au dialogue préconisée par les pays d'Indochine soient, tout d'abord, la Chine, dont les visées d'hégémonie ont besoin d'entretenir l'affrontement entre les deux groupes de pays de la région, et, ensuite, les Etats-Unis, parce que, en plus de leur collusion avec Pékin, ils ont intérêt à maintenir ce faux état de tension en Asie du Sud-Est en vue de servir leur stratégie d'hégémonie mondiale et de détourner l'opinion internationale des vrais foyers de crise qu'ils ont eux-mêmes créés en Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afrique australe et dans d'autres régions.

19. Malgré cette opposition des forces hostiles à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est, les propositions des pays indochinois gagnent le soutien de larges secteurs de l'opinion et suscitent l'intérêt croissant des milieux gouvernementaux des pays de l'ANASE. La tendance au dialogue entre les deux groupes de pays en Asie du Sud-Est — Indochine et ANASE — est devenue un fait qui s'inscrit chaque jour plus profondément dans les consciences et se manifeste dans le comportement des pays de la région.

20. La position judicieuse du mouvement des pays non alignés concernant la situation en Asie du Sud-Est, réaffirmée avec force à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, a été bien accueillie et acceptée par les deux groupes de pays de la région. Elle sera de nature à influencer positivement le dialogue en Asie du Sud-Est. Des hommes politiques d'autres continents, notamment d'Europe et d'Océanie, l'encouragent et y contribuent.

21. Le Secrétaire général a aussi personnellement consacré ses efforts à promouvoir la compréhension entre les pays de la région. C'est là également un apport — que les pays indochinois apprécient — à l'œuvre de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est.

22. La tendance au dialogue va d'ailleurs dans le sens de la tendance à l'honneur dans de nombreuses autres régions du monde, et qui veut que les problèmes régionaux soient résolus avant tout par les pays de la région concernée. Elle est largement considérée comme la seule issue vers la paix et la stabilité, ainsi qu'en ont amplement témoigné les débats de l'Assemblée générale.

23. La tendance à la paix et au dialogue en Asie du Sud-Est reflète les aspirations profondes et répond aux intérêts fondamentaux de tous les peuples de la région. Elle est entièrement conforme aux buts et principes des Nations Unies.

24. Cette tendance est d'autant plus impérative que le monde vit, à l'heure actuelle, de nombreuses situations explosives, du fait de l'agressivité accrue de la politique belliciste et aventureuse des Etats-Unis, particulièrement en Asie du Sud-Est, du fait de leur collusion avec l'hégémonie de Pékin et le militarisme en résurgence du Japon, ce qui constitue des menaces extrêmement dangereuses à la paix et à la sécurité de tous les Etats de la région.

25. Nous appelons ardemment les pays de l'ANASE à se joindre aux pays de l'Indochine et à s'engager dans la voie du dialogue pour renforcer la compréhension mutuelle et régler progressivement les différends entre les deux groupes de pays, et ce dans l'intérêt commun des peuples de l'Asie du Sud-Est. Nous sommes disposés à discuter de la paix et de la stabilité dans la région sur la base de la proposition de l'ANASE pour une zone de paix, de liberté et de neutralité, ainsi que des propositions des pays de l'Indochine.

26. Le Viet Nam a exprimé, par la voix de son ministre des affaires étrangères, son espoir sincère de voir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est réalisées avec la participation des Nations Unies. Encore une fois, de cette tribune nous appelons vivement les gouvernements de tous les Etats Membres des Nations Unies à contribuer à la réduction de la tension en cette région et à encourager le dialogue qui s'ébauche entre les deux groupes de pays, et ce dans l'intérêt de la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde. Quant à ceux qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent encore y contribuer, qu'ils s'abstiennent au moins d'y faire obstacle.

27. Dans le contexte international actuel, l'établissement d'une zone de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est sera une œuvre de longue haleine. De nombreux obstacles et difficultés demeurent. Mais cette juste cause sera certainement menée à bonne fin. Nous souhaiterions que ce soit là le couronnement des efforts conjugués des deux groupes de pays de la région, avec le soutien et l'encouragement de la communauté internationale, et que ce soit la victoire de la paix et de l'amitié entre les peuples!

28. M. BRONNIKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) [*interprétation du russe*] : La question que nous discutons aujourd'hui mérite, à n'en pas douter, l'attention de l'Assemblée générale. Il s'agit de la stabilité et de la coopération dans une très vaste région du monde, l'Asie du Sud-Est. Les peuples de tous les Etats qui s'y trouvent, indépendamment de leur structure politique et sociale, ont un intérêt vital à ce qu'une paix stable et sûre leur permette de résoudre les tâches nombreuses et complexes de leur développement économique et social. Les relations de bon voisinage, la disposition mutuelle à examiner les problèmes qui peuvent se présenter à la table des négociations, une coopération dans l'égalité, voilà à quoi ils aspirent depuis bien des années déjà, voilà ce que recherchent les Gouvernements des Etats d'Indochine.

29. Et pourtant, la voie reste bloquée du fait des forces de l'impérialisme et de l'hégémonie qui menacent la souveraineté et l'intégrité territoriale du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea, qui s'ingèrent sans cérémonie dans les affaires d'Etats souverains, qui exacerbent les conflits anciens, en suscitent de nouveaux et poursuivent une politique de pression, de force et de menace, sans tenir compte de la volonté et des intérêts des peuples.

Voilà précisément pourquoi la situation dans la région reste tendue et dangereuse et voilà pourquoi la structure actuelle de la paix est fragile et instable. Elle est ébranlée davantage encore par les tentatives entreprises par les Etats-Unis afin d'entraîner certains pays de l'Asie du Sud-Est dans l'orbite d'intérêts stratégiquement dus à une politique de militarisation de ces pays et de soutien aux forces qui tentent de transformer l'organisation politique et économique existante de l'ANASE en un bloc militaire et politique.

30. A ce propos, on voit s'accroître l'in vraisemblance des arguments de ceux qui tentent d'expliquer l'absence de progrès vers une normalisation de la situation en Asie du Sud-Est par des événements au Kampuchea qui datent de cinq ans, de l'époque où le peuple de ce pays renversait le régime monstrueux de Pol Pot. Il est grand temps de comprendre que l'orientation et le contenu des changements effectués par les peuples de l'Indochine, et notamment le peuple du Kampuchea, changements progressistes, sociaux et économiques, sont irréversibles, indépendamment de savoir si cela plaît ou non à des Etats en dehors de cette région.

31. Dans l'intérêt du raffermissement de la paix et de la normalisation de la situation dans la région, il faut qu'il soit mis fin à toute tentative tendant à imposer aux Etats d'Indochine des conditions injustes et inacceptables par avance. Ceci s'applique à part entière également aux menées provocatrices qui se poursuivent autour de la prétendue question du Kampuchea qui, en fait, n'a pas de substance, mais doit son existence à ceux qui voudraient installer de nouveau au pouvoir au Kampuchea le régime sanglant des bouchers de Pol Pot, camouflé en coalition.

32. Il est impossible de ne pas voir que le passé colonialiste, les guerres impérialistes d'agression et la politique d'expansion néo-colonialiste d'aujourd'hui ont créé dans la région un nœud très serré de problèmes complexes. Il n'est pas facile de défaire ce nœud et ce ne sera pas possible d'y arriver en un jour, mais nous sommes convaincus que les divergences et les contradictions qui existent entre les deux groupes essentiels d'Etats de la région peuvent être résolues. Pour cela, il faut avant tout que cesse l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la région.

33. L'Asie du Sud-Est est une zone d'intérêts vitaux, plus particulièrement pour les Etats qui y sont situés, et c'est à eux qu'il appartient de rechercher les moyens de progresser de concert vers l'entente. Arriver à la paix, à la stabilité et à la coopération dans la région de l'Asie du Sud-Est est une tâche qu'il n'est possible de réaliser que sur la base d'une attitude lucide à l'égard des problèmes existants, en reconnaissant l'intérêt égal qu'ont toutes les parties à maintenir la paix, à respecter le principe d'une sécurité égale et à respecter les intérêts légitimes les uns des autres.

34. Le seul moyen possible et sûr d'arriver à normaliser une situation explosive dans la région passe par la reconnaissance et l'application, dans les relations mutuelles entre les Etats de l'Asie du Sud-Est, des principes fondamentaux du respect mutuel, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures les uns des autres, de l'égalité et des avantages mutuels. Un dialogue direct et constructif entre les Etats d'Indochine et les pays membres de l'ANASE, leurs efforts communs pour trouver des solutions acceptables de toutes parts, et non pas un affrontement attisé de l'extérieur, mèneront, nous en sommes convaincus, à la création d'une région véritablement pacifique et stable qui progressera dans la voie du développement d'une coopération fructueuse et avantageuse

pour tous. La délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie est convaincue qu'un assainissement véritable de la situation en Asie du Sud-Est correspondrait aux intérêts nationaux authentiques de tous les pays de la région.

35. Pour ce qui est des Etats d'Indochine, ceux-ci, fidèles à leur politique de paix, ont présenté depuis quatre ans tout un ensemble de propositions extrêmement claires qui répondent aux intérêts de toutes les parties, ainsi que des mesures concrètes visant à normaliser la situation en Asie du Sud-Est, à la transformer en une zone de paix, de bon voisinage et de coopération. La Conférence au sommet de la République socialiste du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et de la République populaire du Kampuchea, qui a eu lieu en février de cette année à Vientiane, a déclaré ce qui suit : « Les trois pays d'Indochine sont disposés à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins ainsi qu'avec les pays dont le système politique et social est différent du leur, en se fondant sur les principes de la coexistence pacifique. » Elle souligne que « les relations d'amitié et de coopération entre les pays de l'Indochine et ceux de l'ANASE revêtent beaucoup d'importance pour le maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est ». [Ibid.]

36. La Conférence s'est prononcée fermement en faveur de ce que les pays d'Indochine et de l'ANASE règlent toutes les questions litigieuses au moyen de négociations dans un esprit de bon voisinage, de coexistence pacifique, de coopération et d'amitié, et qu'ils « ne devraient pas laisser des pays tiers s'interposer et les diviser ou utiliser le territoire de l'un d'entre eux contre un autre; il faudrait par contre qu'ils œuvrent ensemble à instaurer la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est. » [Ibid.]

37. Il existe une manifestation très nette de la politique systématique de paix des Etats de l'Indochine et de leur attitude réaliste et constructive envers la solution des problèmes actuels de la région dans les propositions avancées en juillet dernier à la septième Conférence des ministres des affaires étrangères du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos, tenue à Phnom Penh les 19 et 20 juillet 1983 [voir A/38/316], de même que dans les déclarations du Ministre des affaires étrangères du Viet Nam dans le débat de politique générale qui s'est déroulé à la présente session de l'Assemblée générale [voir 24<sup>e</sup> séance].

38. Les Etats de l'Indochine se sont montrés disposés à accepter les propositions des pays de l'ANASE tendant à créer une zone de paix, de liberté et de neutralité dans l'Asie du Sud-Est, en en faisant la base d'une discussion commune du problème portant sur la transformation de cette région en une zone de paix et de stabilité. Il est certain que, pour ce qui est du règlement des problèmes de l'Asie du Sud-Est, la mise en œuvre de la proposition de la République populaire mongole, qui prévoit l'élaboration et la conclusion d'une convention sur la non-agression et le non-recours à la force dans les relations entre les Etats de la région d'Asie et de l'océan Pacifique, constituerait un pas positif dans ce sens.

39. Toutes ces propositions ont été hautement appréciées et approuvées par les hommes de bonne volonté, qui y voient la manifestation d'une attitude concrète et sérieuse visant à réduire les tensions dans l'Asie du Sud-Est. Ainsi il ne manque pas de propositions et d'initiatives réalistes et faites officiellement visant à normaliser la situation en Asie du Sud-Est. La tâche principale consiste aujourd'hui à donner suite à ces propositions, à en discuter à la table des négociations de manière franche, sincère, honnête et productive entre les pays de l'Indochine et ceux de l'ANASE. Le dialogue entre ces

pays s'impose aujourd'hui pour s'attaquer au règlement des divergences existantes.

40. On peut constater avec satisfaction que cette idée a déjà été appuyée cette année avec force par deux importants forums des pays non alignés, la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi en mars dernier, et la réunion des ministres et des chefs de délégation des pays non alignés à la trente-huitième session de l'Assemblée générale, à New York, en octobre de cette année.

41. La délégation de la RSS de Biélorussie estime que l'Organisation des Nations Unies peut et doit jouer un rôle utile en facilitant le déroulement d'un dialogue constructif, dans un esprit de réalisme et de bonne volonté, afin d'arriver à une paix authentique et durable en Asie du Sud-Est.

42. M. STRUČKA (Tchécoslovaquie) [interprétation du russe]: L'Assemblée générale aborde l'examen d'une question qui, en raison de ses conséquences, est importante pour plusieurs régions. Nous examinons cette question avec l'assentiment des peuples de l'Asie du Sud-Est et conformément à leurs intérêts. J'en veux pour témoignage le déroulement du débat sur cette question aux précédentes sessions de l'Assemblée générale. En l'occurrence, il s'agit de l'évolution de la situation dans une région qui, depuis quatre décennies déjà, a subi des dévastations à la suite de guerres, de conflits armés et d'une tension incessante. L'agression armée des Etats-Unis d'Amérique au Viet Nam, qui s'est achevée par la victoire historique du courageux peuple vietnamien, est loin d'avoir été la première et malheureusement n'est pas non plus la dernière d'une série d'épisodes sanglants de l'histoire contemporaine de la région.

43. Les forces du colonialisme, de l'impérialisme et de l'hégémonie, même après qu'une leçon eut été donnée aux militaristes de la Maison-Blanche et du Pentagone, continuent à s'efforcer d'arriver à leurs objectifs stratégiques et d'exploitation, au détriment des peuples de l'Asie du Sud-Est, notamment des peuples des Etats socialistes de l'Indochine. Les meilleurs dirigeants de l'impérialisme qui sont à la tête de ces forces ont déclaré que cette région était une sphère d'intérêt prétendument vital pour eux, de même que tout un ensemble de vastes régions situées pratiquement dans toutes les parties du globe, le plus abominable exemple de cette pratique étant l'agression récemment commise par les Etats-Unis d'Amérique contre la Grenade indépendante et l'occupation de cet Etat à orientation progressiste. Des pratiques de cette nature vont à l'encontre des principes de la Charte des Nations Unies et des normes du droit international sur lesquels sont fondés le développement pacifique des relations internationales et la coopération entre Etats.

44. L'agression armée, la volonté d'imposer à un pays le sens dans lequel doit continuer de se dérouler son développement social et économique et de lui donner des instructions indiquant avec quel partenaire de l'étranger il lui est permis de coopérer, tout cela se retrouve dans les actes des Etats-Unis d'Amérique à l'égard du peuple de la Grenade; tout cela fait partie de l'arsenal des Etats-Unis, qui sont à la tête des forces qui cherchent à perpétuer le sort tragique des peuples de l'Asie du Sud-Est. Le désir de ces forces d'imposer un diktat stratégique et de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats se manifeste également dans le soutien systématique accordé aux hommes de Pol Pot et autres réactionnaires kampuchéens dans leur lutte contre le Gouvernement et le peuple de la République populaire du Kampuchea.

45. De même que l'histoire des siècles passés, l'histoire contemporaine de l'Asie du Sud-Est montre de la manière la plus évidente que l'agression, les pressions et l'ingérence

dans les affaires intérieures des Etats de cette région n'ont jamais abouti et ne sauraient aboutir à la réalisation à long terme des objectifs que poursuivent les forces de l'impérialisme, du colonialisme et de l'hégémonie. Le fait d'attiser les foyers de tension qui existent depuis longtemps ne permet pas aux forces qui portent la responsabilité de la situation de crise qui persiste dans la région de réaliser leurs desseins, et cette situation suscite des protestations énergiques tant de la part des peuples de l'Asie du Sud-Est que de la communauté internationale tout entière. Cependant, la voie menant à une amélioration et une normalisation de la situation est bien connue et a été soulignée bien des fois à la présente session. La voie qui mènerait à l'assainissement du climat politique en Asie du Sud-Est passe par le développement du dialogue et de la coopération entre tous les pays de la région, sur la base du principe de coexistence pacifique, sans ingérence extérieure, et c'est à cela que tendent les Etats socialistes de l'Indochine, soucieux de transformer la région en une zone de paix. Cette évolution n'est possible qu'à condition que les Etats de l'ANASE manifestent le désir et la volonté d'établir des relations de coopération constructives et de bon voisinage avec les Etats d'Indochine, des relations qui, à bien des égards, constitueraient le facteur décisif du maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est.

46. Les Etats socialistes d'Indochine souhaitent véritablement vivre en paix. Toutes leurs pensées et tous leurs efforts tendent à poursuivre l'édification socialiste de leur pays et à améliorer sans cesse les conditions de vie des masses laborieuses. Par leurs propositions concrètes, ils fournissent un apport constructif aux efforts conjugués de toutes les forces de la paix en vue de régler la situation en Asie du Sud-Est. Ils l'ont confirmé dans les déclarations publiées à l'issue de la Conférence au sommet, tenue à Vientiane en février dernier, par le parti suprême et les représentants de la République démocratique populaire lao, de la République socialiste du Viet Nam et de la République populaire du Kampuchea [A/38/98, annexes I et II]. A cette conférence, ils ont également déclaré qu'ils étaient disposés à développer des relations fructueuses de paix avec les Etats voisins et à résoudre tous les différends au moyen de négociations entre partenaires égaux, dans un esprit de bon voisinage et de respect des intérêts légitimes des différentes parties. Ils ont renouvelé des propositions en vue de conclure des accords excluant l'agression et prévoyant la normalisation des relations avec les pays de l'ANASE et la République populaire de Chine, sur la base du principe de la coexistence pacifique, dans le cadre d'une conférence internationale de l'Asie du Sud-Est. Ils ont, une fois de plus, manifesté le désir de transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix, de stabilité et de coopération.

47. Les résultats de la réunion de Vientiane ont été développés à Phnom Penh, en juillet dernier, lors de la septième Conférence des ministres des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, de la République socialiste du Viet Nam et de la République démocratique populaire lao [A/38/316]. A cette conférence, il a été décidé d'effectuer le deuxième retrait partiel des volontaires vietnamiens du Kampuchea, en tant que geste de bonne volonté, afin de résoudre les problèmes qui existent dans la région. En même temps, on a constaté sans compromis possible que le retrait total des volontaires ne pourra avoir lieu que lorsqu'il n'y aura plus de menace à la souveraineté de la République populaire du Kampuchea de la part de la Chine et des Etats de l'ANASE. Les Etats socialistes d'Indochine se sont également déclarés disposés à adopter, sans aucune condition préalable, les propositions des pays de l'ANASE

relatives à la création d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en tant que base de négociations visant à transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix et de stabilité.

48. Les positions et les propositions constructives des Etats d'Indochine relatives au règlement général de la situation en Asie du Sud-Est ont été présentées, une fois de plus, de manière convaincante, lors du débat général, par le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, M. Nguyen Co Thach [voir 24<sup>e</sup> séance].

49. Nous constatons avec satisfaction que les efforts incessants déployés par les Etats d'Indochine ont pour but le règlement politique de la situation dans la région, dans l'intérêt de la paix, de la coopération et de l'amitié entre les peuples, et que cette proposition trouve un écho international croissant, comme en témoignent notamment les décisions adoptées à la septième Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à New Delhi, ainsi que la disposition croissante de toute une série de ces Etats à contribuer pour leur part aux efforts des Etats d'Indochine visant à instaurer la paix en Asie du Sud-Est et à s'assurer que ces efforts soient couronnés de succès.

50. Le Gouvernement et le peuple tchécoslovaques suivent avec une attention soutenue l'évolution des événements en Asie du Sud-Est. Nous nous inquiétons des provocations armées incessantes effectuées contre la République populaire du Kampuchea et des autres actes hostiles dirigés contre les peuples frères des Etats socialistes d'Indochine. Nous nous félicitons des efforts constructifs de la République socialiste du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et de la République populaire du Kampuchea tendant à renforcer la confiance et la stabilité et à assurer le développement d'une coopération mutuellement avantageuse en Asie du Sud-Est. Nous appuyons cette politique, que nous faisons entièrement nôtre.

51. Nous l'avons du reste souligné, en mars dernier, lors de la visite effectuée dans les pays d'Indochine par une délégation de représentants de haut niveau de l'Assemblée fédérale de la République socialiste tchécoslovaque avec, en tête, son président, Alois Indra. Nous sommes convaincus que les efforts de la République socialiste du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et de la République populaire du Kampuchea auront enfin une réaction positive de la part des autres Etats de la région. En effet, le règlement de la situation en Asie du Sud-Est servirait non seulement les intérêts des pays d'Indochine mais, à n'en pas douter, ceux des Etats de l'ANASE, de la République populaire de Chine et de la communauté internationale tout entière; en définitive, le monde serait libéré d'un dangereux foyer de tension. Voilà pourquoi il ne faut pas freiner ces efforts en s'ingérant dans les affaires intérieures d'Etats souverains, comme cela s'est avéré le cas lorsque nous avons examiné aux Nations Unies la prétendue question du Kampuchea.

52. Les Etats de l'ANASE devraient donc entendre l'appel d'amorcer le dialogue et de développer l'entente mutuelle afin de régler les divergences qui existent entre eux et les pays de l'Indochine.

53. La République socialiste tchécoslovaque, avec les autres Etats socialistes et tous les pays épris de paix, appuie les efforts déployés par les pays de l'Indochine pour édifier la paix et formule l'espoir que l'entente et la coopération triompheront enfin en Asie du Sud-Est. Nous sommes convaincus que l'examen de cette question aux Nations Unies contribuera également à la réalisation de cet objectif.

54. M. KASEMSRI (Thaïlande) [*interprétation de l'anglais*] : Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la carte politique de l'Asie du Sud-Est a commencé à prendre forme. La transformation d'anciennes colonies en Etats souverains s'est faite par une transition pacifique ou après des luttes héroïques pour l'indépendance, alors que l'un après l'autre, les pays ralliaient la grande famille des nations. En réalité, la guerre du Viet Nam était considérée comme devant être le dernier conflit, bien que dévastateur, après lequel les nations de ce sous-continent ravagé par la guerre pourraient enfin récolter les fruits de leur existence indépendante et renforcer entre eux les liens de coopération amicale.

55. On s'attendait qu'après le départ des puissances de l'extérieur la région puisse plus facilement se transformer en une zone de paix, de liberté et de neutralité, à l'abri de toutes formes d'ingérence extérieure. L'on n'avait pas prévu que des événements dans la région elle-même, et en particulier des événements déclenchés et favorisés par un membre de la région contre un autre, anéantiraient les désirs de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est. Ce fut également une surprise de constater que les deux parties directement impliquées dans ce conflit défendaient la même idéologie et étaient, jusqu'au moment de l'effondrement de leurs relations en décembre 1977, des alliés très proches et des compagnons d'armes.

56. L'invasion du Kampuchea par des forces étrangères, le jour de Noël en 1978, non seulement a violé la Charte des Nations Unies et le droit international, mais a également modifié la carte politique de l'Asie du Sud-Est. Cette invasion et l'occupation persistante de ce pays par l'étranger représentent une menace pour la sécurité des Etats voisins, en particulier pour la Thaïlande. La guerre au Kampuchea a également entraîné un fardeau considérable de réfugiés pour les pays voisins, notamment la Thaïlande, ainsi que pour la communauté internationale tout entière. En un mot, la situation au Kampuchea a eu un effet déstabilisateur sur l'ensemble de la région.

57. Il n'est donc pas étonnant que des puissances extérieures se soient très vite employées à évaluer l'incidence de cette situation sur leurs intérêts respectifs et qu'elles aient utilisé ce problème en en faisant un prétexte pour accroître leur présence et leur ingérence dans les affaires de la région. Aussi longtemps que durera le conflit du Kampuchea, la rivalité entre les grandes puissances dans cette région se poursuivra. Plus longtemps un règlement pacifique du conflit kampuchéen sera différé, plus les puissances extérieures intensifieront leur présence et plus loin sera renvoyé notre objectif : créer une zone de paix en Asie du Sud-Est.

58. A la lumière de ce qui précède, ma délégation, avec d'autres délégations de l'Asie du Sud-Est, est fermement convaincue que la situation au Kampuchea représente un obstacle à la réalisation d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est et qu'un règlement politique global du problème kampuchéen est une première mesure indispensable à la réalisation de ce noble objectif.

59. En un mot, comment les pays de la région peuvent-ils s'attendre que des puissances extérieures respectent l'objectif souhaité si l'un des leurs ne respecte pas le principe de non-intervention dans les affaires de son voisin ? Comment les membres de la région peuvent-ils faire naître le sentiment de confiance mutuelle, tellement nécessaire à la coopération régionale, lorsque l'un d'entre eux menace la sécurité régionale en recourant illégalement à la force contre un autre ? Comment des arrangements régionaux fondés sur des garanties de bonne volonté et d'intérêts mutuels peuvent-ils être réalisés alors que les

obligations inscrites dans la Charte des Nations Unies et les règles du droit international, contraignantes pour tous, sont foulées aux pieds ? C'est la raison pour laquelle l'Assemblée générale a, chaque année — et je cite la résolution la plus récente —, prié instamment « les pays de l'Asie du Sud-Est, une fois qu'on sera parvenu à une solution politique d'ensemble du conflit du Kampuchea, de consacrer de nouveaux efforts à l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est » [*résolution 38/3, par. 12*].

60. Ce qu'il faut donc avant tout, c'est une solution pacifique du problème du Kampuchea, solution qui soit approuvée par la communauté internationale et qui puisse offrir les garanties nécessaires pour assurer le rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la nation kampuchéenne et le droit à l'autodétermination pour son peuple. Pour ce faire, il faut que toutes les forces étrangères se retirent de ce pays afin de permettre au peuple kampuchéen d'accéder à l'autodétermination sans aucune contrainte extérieure. Lorsque le Kampuchea retrouvera la place à laquelle il a droit, les espoirs de paix, de stabilité et de coopération dans la région seront beaucoup plus vifs et l'aube d'une ère nouvelle poindra à l'horizon de l'Asie du Sud-Est.

61. Ma délégation prie donc instamment tous les Etats épris de paix de faciliter ce processus de paix régionale, en tendant notamment la main aux pays de la région pour les aider dans cette tâche, dont le monde entier profitera en fin de compte.

62. M. KRAVETS (République socialiste soviétique d'Ukraine) [*interprétation du russe*] : La question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est a été inscrite à l'ordre du jour de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale. Les auteurs qui avaient demandé l'inscription de la question avaient exprimé une grave préoccupation devant la situation dans la région, disant qu'elle était tendue et dangereuse pour la paix et la sécurité non seulement de cette région, mais aussi de celles de l'ensemble du monde. L'inscription de cette question d'actualité à l'ordre du jour des sessions successives de l'Assemblée générale a permis de procéder à un examen approfondi de la situation sous tous ses aspects et aussi, en même temps, de mieux dégager les positions des parties.

63. Cependant, force nous est de constater avec regret que la situation en Asie du Sud-Est demeure tendue. La cause principale réside dans la politique des forces hostiles de l'hégémonie et de l'impérialisme qui menacent la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République socialiste du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et de la République populaire du Kampuchea.

64. En une période historique relativement courte, les peuples d'Indochine ont porté le fardeau invraisemblable d'interventions impérialistes successives. Ils ont défendu avec héroïsme leur liberté et leur indépendance dans la lutte contre la liberté et la démocratie à l'américaine. Le peuple du Kampuchea a résisté à une expérience sociale, criminelle et monstrueuse qui a causé la mort de millions d'êtres humains.

65. Après avoir traversé toutes ces épreuves, les peuples d'Indochine souhaitent sincèrement la paix et la stabilité dans la région, l'établissement et le raffermissement de relations de bon voisinage avec les pays voisins et ils ont pris des mesures constructives et concrètes dans ce sens. Toutefois, leurs efforts se heurtent à une certaine résistance. Inscrivant cette région dans la zone de leurs « intérêts vitaux », les Etats-Unis d'Amérique opposent aux efforts des peuples d'Indochine une politique dangereuse de militarisation des pays de la région. Ils attisent les tensions entre la République socialiste du Viet Nam, la



République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea, d'une part, et les pays de l'ANASE, d'autre part. Ces actes dangereux permettent aux hommes de l'hégémonie de jouer également un rôle peu glorieux dans toutes les activités des forces de l'agression et de l'impérialisme. Afin de saper les efforts de stabilisation de la situation dans la région, ces forces tentent de relancer le régime sanglant de Pol Pot et elles financent des bandes qu'elles utilisent ensuite contre le peuple kampuchéen tant éprouvé.

66. Dans cette agitation indigne menée autour du pré-tendu problème Kampuchéen, on cherche également à entraîner les Nations Unies. Nous en avons eu pour exemple le mois dernier les discussions artificiellement exagérées de la question dite de la situation au Kampuchea. Il est absolument évident que la résolution récemment élaborée et définie à bon droit dans la déclaration, en date du 28 octobre, du Ministère des affaires étrangères du Kampuchea comme étant « sans valeur » [A/38/552] de même que la tentative de convoquer une conférence sur cette question tirée par les cheveux n'ont rien à voir avec le réalisme politique ni avec les problèmes d'une paix réelle, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est.

67. La seule voie juste qui permette de mener à une paix et à une stabilité sûres en Asie du Sud-Est est un dialogue entre le groupe d'Etats de l'Indochine et le groupe d'Etats de l'ANASE sur la base de l'égalité, du respect mutuel et de la non-ingérence de l'extérieur. Tous ceux qui rejettent cette attitude portent à n'en pas douter toute la responsabilité de la tension qui règne et qui, bien entendu, ne répond pas aux intérêts des peuples et des Etats de la région.

68. La République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea ont manifesté et manifestent encore le maximum de réalisme politique dans leur désir de parvenir à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est en avançant diverses propositions constructives. C'est notamment à cela qu'ont été consacrées sept conférences ordinaires des ministres des affaires étrangères de ces pays. Une confirmation nouvelle et claire de cette attitude apparaît dans les décisions de la Conférence au sommet des dirigeants des trois pays d'Indochine, tenue les 22 et 23 février dernier à Vientiane [A/38/98]. Les pays qui ont participé à cette conférence, ainsi que ceux qui ont pris part aux susdites conférences des ministres des affaires étrangères, ont présenté un plan pour le règlement d'ensemble des problèmes de l'Asie du Sud-Est. Sous une forme concentrée, ce plan en quatre points a été confirmé le 7 octobre dernier, au cours du débat général, par la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam [voir 24<sup>e</sup> séance]. Dans cette déclaration, il était noté que toute solution efficace des problèmes de la région devait garantir une paix, une indépendance et une souveraineté durables pour tous les pays de l'Asie du Sud-Est sans aucune ingérence étrangère dans leurs affaires et que toute décision favorable à l'une des parties seulement n'apporterait ni la paix ni la stabilité dans la région.

69. La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine, comme les autres délégations qui ont pris la parole, voit dans ces propositions une nouvelle expression de la bonne volonté qui anime les pays d'Indochine et elle demande à ceux à qui s'adressent ces propositions de les examiner dans un esprit sérieux et constructif. Les initiatives de paix des pays d'Indochine sont consolidées par des mesures pratiques et sérieuses, notamment celles qui concernent le retrait des volontaires vietnamiens du

Kampuchea en 1982 et 1983, ainsi que les décisions de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam de procéder tous les ans, à l'avenir, à un retrait partiel des volontaires. Nous en avons également le témoignage dans les contacts noués cette année sur l'initiative de ces pays avec certains Etats de l'ANASE. Nous voulons croire que ces contacts reflètent le désir des deux parties de mettre fin à leurs affrontements. La base d'un tel dialogue, comme le prévoient les trois pays, pourrait être constituée par les résolutions de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui sont acceptables par les deux groupes d'Etats de l'Asie du Sud-Est. Il convient également d'appuyer et d'approuver la disposition des pays d'Indochine à prendre pour base les propositions des pays de l'ANASE visant à créer une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est, avec discussion par les deux groupes d'Etats de la région des questions visant à transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix et de stabilité. Ainsi, la base du dialogue existe. Il appartient maintenant aux pays de l'ANASE d'agir. Le désir sincère et les mesures pratiques émanant de la République socialiste du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et de la République populaire du Kampuchea visant à assainir la situation en Asie du Sud-Est et à la transformer en une zone de paix, de stabilité et de coopération ont fait l'objet d'une compréhension et d'un soutien croissants dans le monde entier.

70. Le peuple ukrainien éprouve une profonde sympathie à l'égard de ces aspirations légitimes. Nous déclarons que nous appuyons avec force les initiatives de paix des trois pays d'Indochine et nous espérons que la juste cause de l'établissement de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est triomphera.

71. M. JANKU (Albanie) [interprétation de l'anglais]: Le présent débat sur le point 37 de l'ordre du jour, intitulé « Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est », provoque à juste titre des inquiétudes et revêt une grande importance non seulement pour les pays de cette région, mais pour tous les Etats épris de liberté et de paix dans le monde entier.

72. Comme on le sait, les peuples de l'Asie du Sud-Est ont énormément souffert du joug colonial, des guerres d'agression et des interventions des superpuissances et des autres puissances impérialistes.

73. Après la seconde guerre mondiale, les impérialistes américains ont entrepris des interventions et ourdi des complots contre les pays de la région, en vue de leur imposer leur politique néo-colonialiste. Depuis le début des années 60, cette politique s'est poursuivie par une intervention armée directe et une agression barbare lancée par les Etats-Unis contre les peuples vietnamiens, kampuchéens et lao, qui se sont terminées par la défaite humiliante des agresseurs et la grande victoire de ces trois peuples de l'Indochine.

74. Tous les peuples et toutes les forces progressistes du monde ont salué cette victoire historique, obtenue par la lutte héroïque des peuples d'Indochine. Cette victoire a été saluée, car elle a montré comment la juste lutte de ces peuples a écrasé le mythe de l'invincibilité de l'impérialisme américain, a ouvert la voie à la stabilité dans la région et a donné à ces peuples l'occasion de reconstruire leurs propres pays et d'avancer vers le progrès et la prospérité. Mais, malheureusement, cela ne s'est pas passé ainsi, parce que, même après la défaite qu'ils ont connue en Indochine, les impérialistes américains n'ont pas renoncé un instant à leurs efforts pour rétablir leur influence dans la région.

75. Considérant l'Asie du Sud-Est comme une « zone d'intérêts américains », ils ont accru leurs activités subversives, en encourageant et en armant les forces réactionnaires, en vue de traduire dans les faits leurs projets hégémonistes et néo-colonialistes de dominer les pays et les peuples de l'Indochine et d'y maintenir leur influence. En même temps, les Etats-Unis intensifient leur présence militaire dans d'autres pays de la région en faisant tous les efforts possibles pour leur imposer leur volonté.

76. Les socio-impérialistes chinois, pour leur part, ont toujours essayé d'attirer les pays de l'Indochine et de l'Asie du Sud-Est dans leur propre sphère. Alors que les peuples de l'Indochine menaient une lutte désespérée contre les impérialistes américains, les socio-impérialistes chinois étaient en train de conclure des traités avec les Etats-Unis et rivalisaient, par ailleurs, avec l'Union soviétique en vue de préparer le terrain pour leur pénétration dans la région. Après 1975, ils ont intensifié leurs efforts pour « combler le vide » en Indochine en provoquant des conflits entre les divers peuples et pays de la région. Pour atteindre leurs objectifs hégémonistes, les socio-impérialistes chinois ont compté avant tout sur la clique réactionnaire de Pol Pot, lui ont apporté leur aide pour noyer le peuple du Kampuchea dans le sang en encourageant ce dernier à se livrer à des provocations armées contre le Viet Nam et en empêchant ainsi le peuple vietnamien de se remettre des graves dégâts causés par la guerre. Malgré la défaite subie au Kampuchea, les socio-impérialistes chinois ont poursuivi leurs attaques armées contre le Viet Nam et leurs provocations à l'égard des autres pays de l'Indochine. En étroite collaboration avec les impérialistes américains, ils continuent d'ourdir de nouveaux complots en appuyant et en encourageant le prétendu Gouvernement de coalition du Kampuchea, qui n'est qu'un instrument entre leurs mains.

77. Les socio-impérialistes soviétiques, eux aussi, s'efforcent de donner l'impression qu'ils sont les « vrais amis » des peuples et des pays de l'Indochine et font grand bruit de l'« assistance » qu'ils prétendent leur avoir donnée, alors qu'en fait ils sont les ennemis de ces peuples et des pays de l'Asie du Sud-Est, en général. Mais, ni les déclarations ni la fausse propagande quant à leur amitié ni leurs propositions démagogiques visant à faire de l'Asie du Sud-Est une région de paix, de stabilité et de coopération ne peuvent dissimuler leurs buts véritables et la responsabilité qu'ils partagent avec les Etats-Unis et la Chine en ce qui concerne la situation qui règne dans la région.

78. Le peuple et le Gouvernement albanais ont appuyé et continueront d'appuyer la juste lutte des peuples de l'Indochine et des autres pays de l'Asie du Sud-Est contre les menaces, les interventions et toutes les activités d'agression des superpuissances et des autres puissances impérialistes.

79. La délégation albanaise juge utile de réaffirmer que si le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea occupait son propre siège aux Nations Unies, siège qui est injustement occupé par les représentants de la bande de Pol Pot, cela renforcerait la paix et la stabilité dans la région.

80. La République populaire socialiste d'Albanie a appuyé et continuera d'appuyer le droit des peuples de la région de vivre libres et indépendants, de garantir leur souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de leurs pays contre toute intrigue ou intervention des superpuissances et des autres puissances impérialistes.

81. M. NATORF (Pologne) [interprétation de l'anglais]: Il y a quatre ans, lorsque les pays de l'Indochine, avec d'autres pays, ont proposé l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'un point intitulé « Question de

la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est », la Pologne avait appuyé sans réserve cette initiative constructive, y voyant une idée importante destinée à permettre de poursuivre le dialogue et les négociations afin de parvenir à des solutions acceptables pour toutes les parties directement intéressées et conformes aux intérêts réels et vitaux de tous les peuples de la région. Membre à deux reprises de la Commission internationale pour la surveillance et le contrôle en Indochine, riche de l'expérience de nombreuses années de participation active aux efforts internationaux destinés à instaurer la paix dans la région, et se fondant sur sa profonde connaissance des problèmes de la région, mon pays s'est félicité de cette initiative importante, y voyant un effort destiné à accroître la paix, la stabilité et la coopération dont les peuples de l'Indochine ont tant besoin.

82. Ce n'est pas par hasard que les désirs les plus forts et les aspirations les plus ardentes des peuples de la région sont liés de manière indissoluble à la paix. L'Asie du Sud-Est a connu la guerre et le conflit pendant des décennies. Pendant des décennies, les peuples de l'Indochine ont été hantés par la guerre qui a causé des pertes de vies innombrables, des souffrances humaines considérables et des destructions indicibles. Les peuples du Kampuchea, du Laos et du Viet Nam font partie de ces quelques pays qui savent très bien ce que la guerre veut dire. D'où leur détermination de vivre en paix avec leurs voisins, de résoudre leurs divergences par des négociations pacifiques sur une base d'égalité, sans imposer aux autres leur propre volonté et en respectant les intérêts légitimes des uns et des autres.

83. Durant les années qui ont suivi l'initiative des pays de l'Indochine, la Pologne a suivi avec satisfaction les propositions constructives avancées par la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam. Nous avons notamment suivi avec beaucoup d'intérêt des initiatives et des propositions comme celles qui concernent la création d'une zone de paix, de stabilité et de coopération; la manifestation du désir de développer des relations de bon voisinage avec les pays de l'ANASE; l'idée de créer une zone de sécurité le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande; de même que les autres efforts destinés à répondre aux préoccupations de leurs voisins et à préserver les intérêts de tous les peuples de la région.

84. Aujourd'hui, alors que les questions de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est sont débattues devant l'Assemblée générale, la bonne volonté des trois Etats d'Indochine se manifeste une fois de plus. Les membres des Nations Unies ont pu constater de nouveau que ces Etats n'ont pas ménagé leurs efforts pour surmonter les difficultés et les obstacles qui jalonnent la voie de la paix en Asie du Sud-Est.

85. Dans les deux déclarations de la Conférence au sommet entre la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam, qui s'est tenue à Vientiane les 22 et 23 février 1983, les points de vue concernant une solution d'ensemble de tous les problèmes de l'Asie du Sud-Est ont été présentés.

86. La Déclaration publiée à l'issue de la Conférence au sommet entre le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam précise que :

« Les trois pays d'Indochine sont disposés à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins ainsi qu'avec les pays dont le système politique et social est différent du leur, en se fondant sur les principes de la coexistence pacifique.



« Fidèles à leur politique, les trois pays ne ménageront aucun effort pour rétablir des relations normales avec la République populaire de Chine sur la base d'une coexistence dans la paix, dans leur propre intérêt et dans celui du peuple chinois.

« La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam ont systématiquement adopté une politique de paix, d'amitié et de bon voisinage vis-à-vis des pays de l'ANASE, ce en dépit des obstacles que les réactionnaires internationaux ont créés ces dernières années. Les faits ont montré que les relations d'amitié et de coopération entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE revêtent beaucoup d'importance pour le maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Ces pays devraient régler tous leurs différends par voie de négociation, dans un esprit de bon voisinage, et coexister dans un climat de paix, de coopération et d'amitié. Ils ne devraient pas laisser des pays tiers s'interposer et les diviser ou utiliser le territoire de l'un d'entre eux contre un autre; il faudrait par contre qu'ils œuvrent ensemble à instaurer la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est. » [A/38/98, annexe I.]

87. La Déclaration concernant la présence de volontaires de l'armée vietnamienne au Kampuchea stipule entre autres :

« La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam ont pour souci permanent de rechercher la paix, l'amitié et la coopération des pays voisins et de tous les autres pays. Dans cet esprit, ils proposent une fois encore de conclure des traités de non-agression et de normaliser les relations avec la Chine et les pays de l'ANASE sur la base des principes de la coexistence pacifique et d'organiser une conférence internationale sur l'Asie du Sud-Est en vue de résoudre les problèmes relatifs à la paix et à la stabilité de la région. » [Ibid., annexe II.]

88. Réaffirmées lors des réunions des ministres des affaires étrangères et, récemment, lors du débat général de la présente session, ces propositions démontrent à l'évidence la bonne volonté dont font preuve les trois pays d'Indochine. Ces propositions tiennent essentiellement compte des réalités de l'Asie du Sud-Est. Elles reposent sur une analyse précise d'une situation complexe. Elles soulignent qu'il existe de réelles possibilités de rétablir la paix et d'instaurer la stabilité et la coopération. De plus, la décision des autorités du Viet Nam et du Kampuchea de procéder à un retrait annuel et progressif des unités de volontaires de l'armée populaire vietnamienne est une mesure qui dénote la stabilisation et la consolidation permanentes de même que la force croissante de la République populaire du Kampuchea — facteur important et indispensable pour l'instauration de relations pacifiques, de coopération économique et d'échanges divers dans la région. Constatant l'intérêt et la satisfaction avec lesquels l'opinion internationale a accueilli le retrait de ces unités, on peut espérer que cette mesure aura une influence positive sur ceux qui ne souhaitent toujours pas que se développe le processus du dialogue en Asie du Sud-Est.

89. L'heure est venue de faciliter le processus de dialogue et de négociation en Asie du Sud-Est, qui devrait enfin prévaloir sur le phénomène négatif de conflit et de tension. Pour préparer la voie menant au développement de ce processus, il est nécessaire de mettre fin aux affirmations mensongères et aux thèses sans fondement concernant la cause même des problèmes de la région. Il convient de dire avec force et sans ambiguïté que ce n'est pas une politique pacifique et constructive de la part des

trois Etats d'Indochine qui fait défaut et que ce ne sont pas leurs initiatives qui manquent. Pour emprunter la voie conduisant à la paix, à la stabilité et à la coopération dans la région, il faut commencer par reconnaître les réalités de cette région. Il faut cesser d'entretenir les flammes de la guerre et l'aggravation de la tension. Pour emprunter cette voie, il faut mettre fin à la politique consistant à dresser certains pays de la région contre d'autres, à exacerber l'affrontement, à reconstruire les anciennes bases militaires et à en établir d'autres, à regarder de nouveau l'Asie du Sud-Est de la manière qui a conduit à la guerre d'intervention impérialiste la plus sanglante contre le Viet Nam. Les résultats du vote sur la prétendue question de la « situation au Kampuchea » ne doivent tromper personne. Il ne faut pas qu'ils soient un écran de fumée pour ceux dont la politique a contribué avant tout à dresser des obstacles importants sur la voie de la paix et du dialogue.

90. C'est avec une grande satisfaction que l'opinion publique polonaise a vu surgir un certain nombre de facteurs positifs allant dans le sens de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Nous sommes heureux de constater l'amorce d'un dialogue entre les Etats d'Indochine et les Etats de l'ANASE. Nous sommes également heureux d'apprendre qu'un certain nombre de pays extérieurs à la région ont manifesté le désir de contribuer à ce processus. Les Nations Unies devraient faire tout leur possible pour encourager, faciliter et renforcer cette tendance en vue de favoriser la négociation. En effet, dans la situation internationale troublée que nous connaissons, la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est revêt une importance particulière. En favorisant ce processus, nous contribuerons également à la réalisation de nos aspirations : améliorer l'atmosphère internationale et rétablir un climat de confiance mutuelle. Que la main amie des Etats d'Indochine ne soit pas tendue vainement une fois de plus.

91. Pour sa part, la Pologne, qui a toujours reconnu l'utilité de négociations, ne manquera pas d'apporter un ferme appui aux efforts visant à atteindre les nobles objectifs d'une paix véritable et durable.

92. Notre attitude se reflète clairement dans l'interview accordée par le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne, Stefan Olszowski, à l'agence de presse polonaise à l'occasion de la visite officielle qu'il doit faire aux cinq Etats d'Asie du Sud-Est. Il a dit entre autres :

« Dans la situation troublée qui règne actuellement dans le monde, notre visite dans les cinq Etats de l'Asie du Sud-Est constituera le témoignage de notre espoir de voir résoudre tous les problèmes litigieux en Asie du Sud-Est au moyen du dialogue politique et directement par les parties intéressées. »

93. Pour terminer, j'ajouterai que, d'une part, cette visite sera une manifestation de notre volonté de renforcer les liens fraternels d'amitié avec le Viet Nam socialiste, le Laos et le Kampuchea populaire et que, d'autre part, elle soulignera notre désir profond de maintenir et de développer des relations amicales, constructives et mutuellement bénéfiques avec les pays de l'ANASE.

94. M. LIANG Yufan (Chine) [interprétation du chinois] : Il y a deux semaines, alors que l'Assemblée générale examinait la question intitulée « La situation au Kampuchea », les Etats Membres ont clairement fait observer que l'invasion et l'occupation du Kampuchea par des forces étrangères sont à la base même des tensions existant en Asie du Sud-Est. Par conséquent, afin d'aboutir à un relâchement des tensions en Asie du Sud-Est, question qui préoccupe profondément les peuples de cette région ainsi que la communauté internationale, il

faut mettre en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question du Kampuchea et obliger les troupes étrangères à se retirer totalement de ce pays. Cependant, les autorités vietnamiennes non seulement refusent d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, faisant ainsi fi des vœux exprimés par tous les peuples du monde, mais s'arrogent également le titre de champions de la paix et de la stabilité en se servant du point intitulé « Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est » pour essayer de tromper l'opinion publique du monde. Elles font en fait tout leur possible pour esquiver le problème clef de la situation en Asie du Sud-Est; elles essaient de nouveau de dénaturer la cause profonde de l'existence des tensions dans la région et elles utilisent tous les moyens possibles pour justifier la prolongation de leur occupation du Kampuchea.

95. D'où vient la menace à la paix et à la stabilité dans la région de l'Asie du Sud-Est? Les pays de cette région ne connaissent que trop bien la réponse à cette question. La situation en Asie du Sud-Est, qui s'était déjà quelque peu détendue, s'est de nouveau aggravée à la suite de la signature du Traité d'amitié et de coopération entre la République socialiste du Viet Nam et l'Union des Républiques socialistes soviétiques<sup>2</sup>, traité comprenant certains articles de caractère militaire. Encouragées par ce traité, les autorités vietnamiennes ont lancé, sans justification, une invasion à grande échelle contre un petit Etat voisin, le Kampuchea, ont manigancé des incidents sanglants le long de la frontière sino-vietnamienne et ont intensifié leurs actes d'intrusion et de provocation contre la Chine. Pendant ce temps, prenant pour prétexte le maintien de « relations spéciales », elles se sont pressées de constituer une prétendue Fédération de l'Indochine. Immédiatement après, elles ont accordé à l'Union soviétique le droit d'utiliser les bases militaires vietnamiennes, ce qui représente ainsi une grave menace à la paix et à la sécurité de cette région. Récemment, une délégation du parti et du Gouvernement de l'Union soviétique s'est rendue au Viet Nam et a réaffirmé que l'Union soviétique appuyait le traité susmentionné et la politique d'expansion menée par les autorités vietnamiennes. Tous ces faits sont des faits objectifs que personne ne peut nier. Mais les mensonges tels que la menace vient de la Chine et que la Chine est le principal obstacle au règlement de la question de l'Asie du Sud-Est ne méritent même pas d'être réfutés. Qui a envoyé des centaines de milliers de soldats envahir le Kampuchea, foulant ainsi impitoyablement aux pieds l'indépendance et la souveraineté du Kampuchea? Qui lance des actes d'agression armée et de provocation le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, menaçant ainsi gravement la sécurité de la Thaïlande et des autres pays de l'Asie du Sud-Est? Qui a fourni à l'Union soviétique des installations permettant aux forces navales et aériennes de cette superpuissance d'avancer de plus de 4 000 kilomètres vers le sud, provoquant ainsi des troubles inquiétants dans toute la région de l'Asie du Sud-Est et la région de l'Asie et du Pacifique? Tout cela est-il la faute de la Chine?

96. Le Gouvernement chinois a toujours été favorable au développement de relations d'amitié et de bon voisinage entre les pays de l'Asie du Sud-Est et s'est toujours prononcé pour une sincère coopération avec eux. Les cinq principes bien connus de la coexistence pacifique ont été pour la première fois présentés, il y a près de 30 ans, par notre regretté premier ministre Chou En-Lai ainsi que par les dirigeants de certains pays asiatiques. La Chine a toujours appuyé l'idée avancée par les pays de l'ANASE pour faire de la région de l'Asie du Sud-Est une zone pacifique, libre et neutre. La Chine n'a pas un seul de

ses soldats en poste en dehors de ses frontières. La Chine se conforme aux principes des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchea<sup>1</sup> eu égard à la solution de la question du Kampuchea. La Chine ne poursuit aucun objectif à des fins égoïstes. Comment peut-on dire que la cause fondamentale des tensions qui règnent actuellement en Asie du Sud-Est se trouve en Chine?

97. Il est donc parfaitement évident que la paix, la stabilité et la coopération dans la région de l'Asie du Sud-Est ne seront possibles que lorsque les causes des tensions auront été éliminées. Autrement dit, il est indispensable d'obliger les autorités vietnamiennes à mettre fin à leur agression contre le Kampuchea et à retirer totalement et inconditionnellement leurs troupes de ce pays. Non seulement cela permettrait de mettre fin aux souffrances du peuple kampuchéen et de restaurer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea, mais cela améliorerait également les relations du Viet Nam avec les pays de l'ANASE et supprimerait les obstacles à la normalisation des relations sino-vietnamiennes. En outre, cela permettrait au Viet Nam de faire à nouveau partie de la communauté internationale, dont il est à présent isolé, et le peuple vietnamien, qui a connu de longues guerres et qui en a beaucoup souffert, pourrait enfin se consacrer à la reconstruction pacifique de son pays. Ces objectifs répondent aux intérêts des peuples vietnamien et kampuchéen ainsi qu'aux vœux exprimés par les peuples de l'Asie du Sud-Est et du monde entier.

98. Il est cependant regrettable que jusqu'ici les autorités vietnamiennes aient refusé de mettre en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question du Kampuchea, où on leur demande de retirer leurs troupes d'invasion du Kampuchea. Qui plus est, elles prétendent que le Viet Nam ne doit pas être prié de « retirer unilatéralement » ses troupes. Comme chacun sait, il n'y a pas actuellement d'autres troupes étrangères au Kampuchea, à l'exception des troupes d'agression du Viet Nam. Aussi l'on ne peut s'empêcher de se demander : qui d'autre devrait retirer ses troupes du Viet Nam si le Viet Nam ne veut pas le faire unilatéralement? Devons-nous, au lieu de cela, demander aux forces armées patriotiques du Kampuchea, qui poursuivent leur lutte contre l'agression étrangère, de se retirer de leur propre territoire? Quant à l'argument présenté par les autorités vietnamiennes selon lequel leurs troupes ne pourront se retirer que lorsque la prétendue « menace venant de la Chine » aura été supprimée, que les « ingérences » par les pays de l'ANASE auront cessé et que des « garanties de sécurité auront été assurées », il s'agit là d'une confusion totale entre le bien et le mal, et cet argument est tout à fait indéfendable. Il ne s'agit de rien d'autre que d'un prétexte absurde des agresseurs vietnamiens pour refuser d'accéder à la demande de la communauté internationale de retirer leurs troupes du Kampuchea.

99. Afin de s'opposer aux résolutions de l'Assemblée générale, les autorités vietnamiennes se sont efforcées de répandre leur idée de dialogue entre « le groupe des pays indochinois » et les pays de l'ANASE et, qui plus est, ont limité ce dialogue aux discussions sur l'aspect international de la question du Kampuchea à l'exclusion du problème de la souveraineté du Kampuchea. En demandant ce « dialogue de groupe », les autorités vietnamiennes ont ainsi révélé leurs véritables intentions. D'une part, elles souhaitent exclure le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, qui est le gouvernement légal du Kampuchea, d'un tel « dialogue », obligeant ainsi les autres à reconnaître le régime fantoche de Phnom Penh comme étant une « entité souveraine » afin que le

fait accompli de l'occupation vietnamienne du Kampuchea soit accepté. D'autre part, elles essaient de présenter leur invasion armée et leur occupation du Kampuchea, problème international qui représente une nouvelle menace pour les autres pays de la région de l'Asie du Sud-Est, comme étant un problème régional, afin de ne pas être tenues de répondre à l'exigence juste de la communauté internationale demandant le retrait total des troupes d'agression vietnamiennes du Kampuchea. Elles veulent ainsi séparer la question du Kampuchea des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de la Déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchea. Il n'est pas difficile de voir que les autorités vietnamiennes ne font preuve d'aucune sincérité à l'égard d'un règlement de la question du Kampuchea. Le « dialogue » dont elles parlent n'a servi qu'à montrer au grand jour leur complot pervers visant à réduire les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question du Kampuchea et la Déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchea à un bout de papier.

100. Récemment, les autorités vietnamiennes ont essayé de se servir de la Déclaration politique de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, pour défier les résolutions de l'Assemblée générale sur la question du Kampuchea. Tout en louant les parties de la Déclaration qui concernent l'Asie du Sud-Est, elles ont critiqué les résolutions de l'Assemblée générale sur le Kampuchea qu'elles ont qualifiées d'« erronées », cherchant ainsi à semer la confusion en opposant l'une aux autres. Il est bien connu que le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et l'inadmissibilité de toute intervention ou agression armée d'un pays quel qu'il soit contre d'autres Etats souverains constituent les principes fondamentaux et de la Charte des Nations Unies et du mouvement des pays non alignés. En envoyant 100 000 soldats pour commettre une agression armée contre le Kampuchea et pour occuper ce pays, le Viet Nam a transgressé et violé ces principes. La Déclaration politique adoptée à la septième Conférence au sommet des pays non-alignés soulignait explicitement que toutes les troupes étrangères devaient être retirées du Kampuchea [voir A/38/132, par. 112 et 113]. Quelles sont les troupes dont il est question ? Est-il nécessaire de le préciser ? Il est totalement futile de la part des autorités vietnamiennes d'essayer d'éluder cette question cruciale en opposant la résolution du septième sommet des non-alignés à celles des Nations Unies exigeant le retrait total des troupes vietnamiennes du Kampuchea et de vouloir semer la confusion.

101. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération. C'est là la tendance irrésistible de l'histoire. Aucun pays ne parviendra jamais à obliger la communauté internationale à accepter le fait accompli créé par l'agression commise contre d'autres pays et par leur occupation. Nous espérons sincèrement que les autorités vietnamiennes attacheront véritablement beaucoup de prix à la paix et à la stabilité dans l'Asie du Sud-Est ainsi qu'aux aspirations profondes du peuple vietnamien

à la paix et au relèvement de son pays, qu'elles examineront avec sérieux les appels énergiques lancés par la communauté internationale, qu'elles mettront fin à leurs diverses supercheries dans la poursuite de leur politique hégémoniste régionale et qu'elles retireront inconditionnellement toutes leurs troupes d'agression du Kampuchea. La délégation chinoise maintient que le seul moyen de créer les conditions propres à éliminer les causes fondamentales de tension en Asie du Sud-Est est d'amener les autorités vietnamiennes à respecter les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et la Déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchea, à entreprendre le retrait de toutes leurs troupes du Kampuchea et à traduire leurs promesses en réalité.

### Organisation des travaux

102. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Avant de lever la séance, j'informe l'Assemblée que j'ai reçu du représentant de la Sierra Leone une lettre qu'il m'a adressée en tant que représentant du Groupe des Etats d'Afrique, qui se lit comme suit :

« J'ai l'honneur, au nom du Groupe des Etats d'Afrique de vous faire part de notre grave inquiétude devant la décision du régime raciste d'Afrique du Sud d'imposer une nouvelle constitution raciale qui ne fera qu'aggraver la situation en Afrique du Sud et en Afrique australe.

« J'ai en outre l'honneur de demander que la question soit examinée d'urgence à la séance plénière de l'Assemblée générale du mardi 15 novembre 1983. »

103. L'Assemblée générale est déjà saisie d'un projet de résolution sur le point 32 de son ordre du jour, intitulé « Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain », qui figure dans le document A/38/L.15.

104. Compte tenu du caractère urgent de la demande qui m'a été adressée par le Groupe des Etats d'Afrique, et estimant que la majorité des membres souhaite donner suite à cette demande, je propose que nous examinions demain matin le projet de résolution A/38/L.15, et que nous reprenions l'examen du point 25 intitulé « Question des îles Falkland (Malvinas) » au début de la séance plénière de demain après-midi.

105. Par conséquent, l'examen du point 37 intitulé « Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est » sera achevé mercredi matin.

*La séance est levée à 17 h 25.*

### NOTES

1. A/36/586, annexe.
2. Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1978, document S/12920.
3. Rapport de la Conférence internationale sur le Kampuchea, New York, 13-17 juillet 1981 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.I.20), annexe I.

\*Cité en anglais par l'orateur.